

DIAL

L'actualité en bref - avril 2003

Nicolas Pinet

jeudi 1er mai 2003, mis en ligne par [Dial](#), [Nicolas Pinet](#)

AMÉRIQUE LATINE

Selon une étude de la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes), le chômage a atteint le chiffre le plus haut de l'histoire de la région en 2002 - 9,1 % -, deux millions de personnes ayant perdu leur emploi durant l'année. Les réductions massives d'emplois de la part des grandes multinationales installées dans la région en sont une des causes - en 2001, 40 % des 50 plus grandes multinationales annonçaient des suppressions de postes.

Le deuxième Forum sur Sida et MST (maladies sexuellement transmissibles) s'est tenu à La Havane durant la seconde semaine d'avril. Les participants ont dénoncé le manque d'accès aux médicaments antirétroviraux considérés à l'heure actuelle comme les plus efficaces contre le virus. Selon les données de l'ONU, 170 000 personnes reçoivent actuellement ce traitement, principalement au Brésil, où, de même qu'en Argentine, au Costa Rica, à Cuba et en Uruguay, l'État assure un accès gratuit aux médicaments. Mais au Belize, en Bolivie, en Équateur, à El Salvador, au Guatemala, au Honduras, en Jamaïque, au Nicaragua, au Panama, au Pérou, et en République Dominicaine, le traitement fait défaut à plus de 55 000 personnes (données de 2001).

AMÉRIQUE CENTRALE

Les négociations en vue d'un accord de libre-échange entre les pays du groupe G-5 (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua) et les États-Unis se poursuivent. Les représentants des 6 pays se sont réunis le 3 avril à San Salvador, et le 10 à Washington. Le secteur agricole est un de ceux qui posent le plus de difficultés dans les négociations - il représente un tiers de la population active d'Amérique centrale. Les pays du G-5 ont demandé au gouvernement états-unien qu'il cesse de subventionner ses exportations agricoles, ce qu'il se refuse à faire si le Japon et les pays européens ne font de même. Le G-5 a donc proposé d'autres solutions, comme d'imposer une taxe de protection ou des quotas d'importation aux produits états-unien subventionnés.

Les 347 000 travailleurs immigrés d'El Salvador, du Honduras et du Nicaragua, ayant bénéficié du Statut de Protection temporaire (TPS en anglais) autorisant le séjour de ressortissants de pays souffrant de conflits armés, catastrophes naturelles ou autres circonstances exceptionnelles, sont dans l'incertitude au moment où s'achève la troisième période de prolongation du TPS. Le gouvernement états-unien doit annoncer avant le 5 mai (Nicaragua et Honduras) et le 9 juillet (El Salvador) s'il prolonge le statut pour la quatrième fois. Ces travailleurs envoient chaque année entre 300 et 400 millions de dollars à leurs pays respectifs.

CÔNE SUD

Vendredi 11 avril, la réunion à Brasilia des présidents péruvien et brésilien, Alejandro Toledo et Luiz Inácio Lula da Silva, a prévu pour juin 2003 la signature d'un accord de libre-échange entre Pérou et Mercosur (Marché commun du Sud). Cet accord pourrait ouvrir la voie à des négociations entre le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) et la Communauté andine de nations (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela). Un accord a aussi été signé prévoyant la construction en 2004

d'un pont sur l'Acre, un fleuve frontalier.

Les ministres de la défense des pays d'Amérique du sud, réunis pour la première fois, mercredi 23 avril, à Rio de Janeiro, ont décidé de renforcer la coopération et l'intégration militaire de la région. Une autre réunion devrait avoir lieu au Chili, juste avant la Conférence interaméricaine de sécurité, prévue pour octobre.

ARGENTINE

L'Argentin Luis Moreno Ocampo, procureur adjoint lors du procès des généraux de la dictature (1976-1983), poursuivis pour violations des droits humains, vient d'être nommé (21 avril) procureur de la Cour pénale internationale (CPI), chargée de juger génocides, crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Le Secrétariat des droits humains de la province de Buenos Aires, où vit la majorité des 37 millions d'Argentins, a fait savoir qu'entre 1998 et 2002 ont été déposées 3 013 plaintes pour violences et tortures, dont 4 seulement ont été suivies d'un procès et 3 de la condamnation du responsable. Cela montre que les pratiques héritées de la dictature se perpétuent dans les commissariats et les prisons.

Le projet de « Loi d'accès à l'information publique » exigeant une plus grande transparence de la part des organismes de gouvernement et des fonctionnaires, et favorisant un meilleur contrôle de leurs actes, a été présenté au Congrès en mai 2002. Il attend donc son approbation depuis presque un an, et ce, malgré la défiance généralisée des Argentins vis-à-vis d'institutions dont la corruption a ternie la réputation.

Le premier tour des élections présidentielles s'est déroulé dimanche 27 avril avec les résultats suivants. Carlos Menem, ancien président (1989-1999) et membre du Parti justicialiste a obtenu, selon les résultats officiels, 24,10 % des voix, et Néstor Kirchner, du Parti justicialiste lui aussi et gouverneur de la province de Santa Cruz, 22,03 %. Ces deux candidats seront donc présents au second tour, prévu pour le 18 mai. Ricardo López Murphy, candidat de centre-droit, Elisa Carrió, de centre-gauche, et Adolfo Rodríguez Saá, troisième candidat justicialiste, ont obtenu respectivement, 16,47 %, 14,24 % et 14,10 %.

BRÉSIL

Au premier semestre 2003, le Brésil affiche un confortable excédent de la balance commerciale, trois fois supérieur à celui du premier trimestre 2002. Cela devrait contribuer à rassurer les investisseurs sur la stabilité économique du pays et atténuer les effets négatifs qu'avait provoqués sur les marchés financiers l'élection de Luiz Inácio Lula da Silva, candidat de gauche du Parti des travailleurs (PT).

Quelque 25 000 hommes, femmes et enfants travaillent comme esclaves dans le monde rural, malgré les plaintes récurrentes des organisations humanitaires et la volonté du nouveau gouvernement d'éradiquer le problème d'ici à quatre ans - de fait, le nombre de travailleurs esclaves libérés est en forte augmentation. Une des mesures prévoit de suspendre l'octroi des crédits publics aux entreprises agricoles qui font usage du travail forcé. Les employeurs surpris en flagrant délit sont obligés de payer les salaires et de régulariser la situation des travailleurs. Mais, ne subissant aucune autre forme de condamnation, ils peuvent récidiver facilement.

Le Mouvement des sans-terre (MST) mène une campagne de protestation contre l'impunité des assassinats à la campagne et dans les latifundia, en organisant des manifestations de groupes de paysans sur les routes et en envahissant des haciendas. La campagne culmine jeudi 17 avril, baptisé par l'organisation internationale Vía Campesina, Journée mondiale de la Lutte paysanne, pour commémorer la répression subie par un groupe de paysans, en 1996 - qui causa 19 morts à Eldorado de Carajás (cf. DIAL D 2072, 2165, 2316). Des 155 policiers militaires qui ont participé au massacre, seuls les deux chefs ont été jugés et condamnés en mai 2002, mais ils ont fait appel et sont en liberté provisoire. Le MST, comme d'autres ONG, souhaite que ce type de crimes soit jugé par la justice fédérale, pour éviter la pression que font peser les grands propriétaires sur les tribunaux des États.

Malgré l'opposition brésilienne à nombre de décisions internationales des États-Unis - condamnation de la guerre en Irak, du blocus de Cuba, du Plan Colombia... -, malgré les efforts de Lula pour réaliser l'intégration économique de l'Amérique du Sud, et la plainte déposée devant l'OMC (Organisation mondiale du commerce) contre les subventions attribuées aux producteurs de coton états-uniens, Washington se garde de manifester son mécontentement ou sa déception, comme il l'a fait avec le Chili notamment. Le poids économique et politique du Brésil, et le rôle qu'il est appelé à jouer dans les négociations de la ZLEA (Zone de libre échange des Amériques) obligent à ménager les susceptibilités.

Les présidents brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, et vénézuélien, Hugo Chávez, se sont réunis, vendredi 25 avril, pour conclure un accord de prêt d'une valeur de 1 milliard de dollars qui doit permettre au Venezuela de mener à bien une dizaine de projets.

COLOMBIE

Le premier décembre 2002, les paramilitaires des Autodéfenses unies de Colombie (AUC) avaient annoncé une trêve, destinée à favoriser les discussions avec le gouvernement. Mais selon des ONG et des organisations humanitaires, cette trêve n'est pas respectée et les paramilitaires ont renforcé leurs interrogatoires auprès de la population et assassiné groupes et individus soupçonnés de collaboration avec la guérilla. Le renforcement de la guerre civile et le durcissement des positions du gouvernement, qui risque de bloquer toute possibilité de négociation, inquiètent les proches des otages détenus par les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie).

Le président Alvaro Uribe s'est réuni fin avril avec son homologue vénézuélien, Hugo Chávez. Ils ont adopté des accords visant à raviver les échanges commerciaux.

Les nouvelles mesures douanières concernant les pays bénéficiant du Système généralisé de préférences (SGP), accordé par l'Union européenne aux pays qui luttent contre les drogues, entreront en vigueur le premier novembre 2003. Moins favorables que le système actuel, elles vont augmenter le prix des exportations colombiennes de fleurs et de fruits. La hausse de prix sur le marché européen affectera sérieusement les ventes, et donc la production qu'elle risque de mettre en difficulté.

COSTA RICA

Oscar Arias, prix Nobel de la paix et ancien président du pays (1986-1990) vient d'obtenir, vendredi 4 avril, l'élimination par le Conseil constitutionnel de l'article de la Constitution qui, depuis 1969, interdisait aux anciens présidents de briguer un second mandat. Il a fait savoir qu'il comptait revenir à la politique.

CUBA

Le gouvernement cubain a fait fusiller, vendredi 11 avril, les trois hommes qui avaient essayé de détourner une embarcation vers les États-Unis. Cela faisait plus de deux ans que la peine de mort n'avait pas été appliquée. Ces exécutions, jointes aux peines sévères appliquées à quelque 70 dissidents arrêtés, viennent de stopper net le rapprochement avec les États-Unis, encouragé par le secteur agricole états-unien intéressé par le marché cubain, et qui aurait pu conduire à la fin de l'embargo. Le 17 avril, la Commission des droits humains de l'ONU, réunie à Genève lors de sa période annuelle de sessions, a approuvé la résolution proposée par le Pérou, l'Uruguay et le Costa Rica, qui demande au régime cubain d'accepter la visite de Christine Chanet, représentante spéciale du Haut-Commissaire des Nations unies pour les droits humains chargée d'évaluer le respect de ces droits dans l'île. La Havane a alors réitéré son refus de la recevoir.

ÉQUATEUR

Les discussions autour de la question de l'ouverture au secteur privé de l'entreprise publique Petroecuador divisent le gouvernement et les organisations qui le soutiennent. La concession de quelques

gisements importants qui fait partie du programme du ministre de l'énergie et des mines, soutenu par le conseil d'administration de l'entreprise, se heurte à l'opposition des délégués des travailleurs. Le mouvement indigène, un des soutiens du gouvernement, a lui aussi fait savoir qu'il y était opposé. Le pétrole est la principale source de revenus de l'Équateur, constituant 30 % du budget de l'État.

HAÏTI

Sept mois après que l'Organisation des États américains (OEA) a voté une résolution qui devait aider à améliorer les problèmes de droits humains, mettre fin au blocage politique qui existe depuis les élections contestées de novembre 2000, préparer des élections pour 2003 et récupérer l'aide étrangère, rien n'a changé dans le pays. Le parti Familia Lavalas du président Jean-Bertrand Aristide (réélu en novembre 2000) et l'opposition continuent leur lutte, le conseil électoral n'est toujours pas en place et les quelques changements intervenus au sein de la police n'ont pas beaucoup amélioré la sécurité et la situation des droits humains. En conséquence, la Banque interaméricaine du développement (BID), l'Union européenne et d'autres donateurs continuent à bloquer les quelque 500 millions de dollars de prêts destinés au pays.

MEXIQUE

Le gouvernement a signé, fin avril, un Accord national pour la campagne, avec les délégués des organisations paysannes protestant contre les conséquences négatives sur leur activité de l'entrée en vigueur de la seconde phase de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Le président Fox a annoncé qu'il proposerait au Canada et aux États-Unis d'exclure de l'ouverture de la troisième phase les haricots et le maïs, produits sensibles pour le Mexique. L'accord signé fixe aussi la répartition des 30 millions de dollars du budget fédéral destinés à la campagne.

PARAGUAY

Le candidat du Parti Colorado, Nicanor Duarte Frutos, a remporté les élections présidentielles, dimanche 27 avril, avec 37,64 % des voix, assurant un nouveau mandat à son parti, au pouvoir depuis 1947. Ses deux principaux concurrents, Julio César Franco, du Parti libéral radical authentique (social-démocrate), et Pedro Fadul, du parti de centre-droit, Patria Querida, ont obtenu respectivement, 23,37 et 22,41 % des suffrages.

VENEZUELA

Début avril, le gouvernement a commencé à octroyer des devises aux importateurs, 70 jours après avoir établi le contrôle des changes, le 22 janvier. Les entreprises importatrices d'aliments ont été les premières à en bénéficier. Le contrôle des changes initial s'est transformé en une interdiction d'acheter ou de vendre des devises, pour essayer de freiner la fuite des capitaux durant la grève de décembre et janvier.

L'assassin de trois opposants en décembre 2002 a été condamné, mi avril, à un peu moins de 30 ans de prison. La décision du juge a eu lieu alors que la table de négociation entre le gouvernement et l'opposition, conduite par le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), César Gaviria, mettait au point les derniers détails d'un accord. Ce dernier prévoyait, comme solution politique à la crise, l'organisation d'un référendum sur la permanence au pouvoir du président Chávez, qui pourra avoir lieu, conformément à la Constitution, à partir d'août 2003.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.